



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CALVADOS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 81 du 21 juillet 2016

* * *

* *

S O M M A I R E

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE NORMANDIE

Décision d'agrément en date du 8 juillet 2016 concernant l'association CPCV NORMANDIE, entreprise solidaire d'utilité sociale

Arrêté préfectoral du 19 juillet 2016 portant récépissé de déclaration de services à la personne
Numéro de déclaration : SAP/448965335

Arrêté 2016-1 du 20 juillet 2016 portant classement de l'office de tourisme de Courseulles sur mer

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Arrêté n°40 du 06 juillet 2016 portant autorisation d'exploitation de cultures marines

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Avis de la commission nationale d'aménagement commercial du 23 juin 2016



PREFET DU CALVADOS

Direction Régionale des
Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du
Travail
et de l'Emploi (DIRECCTE) de
Normandie

Unité départementale du
Calvados
3 place Saint Clair
B.P. 30004
14201 Hérouville Saint Clair
Cedex

Section Centrale travail

Téléphone : 02.31.47.74.84
Télécopie : 02.31.47.75.01

DECISION D'AGREMENT

« Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale »

Le Préfet du Calvados
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU les articles L.3332-17-1, R.3332-21-1 à 5 ;

VU le décret n°2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » régi par l'article L.3332-17-1 du Code du travail ;

VU l'arrêté du 5 août 2015 fixant la composition du dossier de demande d'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-François DUTERTRE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2016 portant subdélégation de signature à Madame Maylis ROQUES, directrice de l'Unité départementale du Calvados ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2016 portant subdélégation de signature à Monsieur Benoît DESHOGUES, directeur adjoint ;

VU le dossier de demande de renouvellement d'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » reçu le 12 mai 2016 de Monsieur Rainer DOUMONT, Président de l'Association « **CPCV Normandie** » sise 4 passage Evangélique, 14510 HOULGATE et complété le 1^{er} juillet 2016 ;

CONSIDERANT que l'Association « CPCV Normandie » justifie du respect des conditions prévues à l'article R.3332-21-1 du code du travail pendant toute la période de l'agrément précédent,

DECIDE

ARTICLE 1 :

L'Association « **CPCV Normandie** », sise 4 passage Evangélique, 14510 HOULGATE – N° SIRET 42345897500012 est agréée en qualité d'entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS) au sens de l'article L.3332-17-1 du code du travail.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 :

Le présent agrément est donné à titre révocable et peut être retiré si les conditions légales qui l'ont fondé ne sont plus remplies.

ARTICLE 4 :

L'association « **CPCV Normandie** » peut faire mention de l'agrément d'entreprise solidaire d'utilité sociale sous réserve d'en indiquer la date d'octroi et la durée.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.

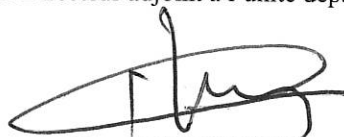
Fait à Hérouville Saint Clair, le 8 juillet 2016

Le Préfet du département du Calvados,

Par délégation,

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi de Normandie,

Par subdélégation, Le Directeur adjoint à l'unité départementale du Calvados



Benoît DESHOGUES

VOIES DE RECOURS : la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen (3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN)
dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- d'un recours hiérarchique auprès du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
Direction Générale du Travail (DGT) DASC2 – 39-43, quai André Citroën - 75902 PARIS Cedex 15,
dans un délai de deux mois (afin de préserver le délai du contentieux), courant à compter de sa notification.



PREFET DU CALVADOS

Direction régionale
des entreprises
de la concurrence,
de la consommation
du travail et de l'emploi
de Normandie

Unité départementale du Calvados
3 place Saint Clair
B.P. 30004
14201 Hérouville-Saint-Clair Cedex

Service développement local

**ARRÊTÉ PREFECTORAL DU 19 JUILLET 2016
PORTANT RECEPISSE DE DECLARATION D'UN ORGANISME
DE SERVICES A LA PERSONNE ET ENREGISTREE
SOUS LE N° SAP/448965335
ET FORMULEE CONFORMEMENT
A L'ARTICLE L.7232-1-1 DU CODE DU TRAVAIL**

**LE PRÉFET DU CALVADOS
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU les décrets n° 2011-1132 et n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le document d'instruction DGCIS - n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le code du travail,

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-François DUTERTRE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie,

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2016 portant subdélégation de signature à Madame Maylis ROQUES, Directrice de l'Unité départementale du Calvados,

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 2016 portant subdélégation de signature à Monsieur Benoît DESHOGUES, directeur adjoint,

VU la déclaration d'activités complète concernant les services à la personne présentée le 18 juillet 2016 par Monsieur Bruno MILLET pour le compte de son entreprise individuelle dont le siège social est situé au Bourg à LINGEVRES (14250), numéro SIREN 448 965 335,

SUR PROPOSITION de la Directrice de l'Unité départementale du Calvados de la DIRECCTE de Normandie,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise individuelle MILLET BRUNO est **déclarée** pour la fourniture de services à la personne en mode **prestataire**.

ARTICLE 2 : Le numéro de déclaration attribué est : **SAP/448965335**.

ARTICLE 3 : L'entreprise individuelle MILLET BRUNO a déclaré effectuer les activités suivantes à l'exclusion de toute autre :

- petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage,
- travaux de petit bricolage dits « hommes toutes mains ».

ARTICLE 4 : Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 5 : Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'Unité départementale du Calvados qui modifiera le récépissé initial.

ARTICLE 6 : La présente déclaration qui prend effet à compter du 18 juillet 2016 est valable pour une durée illimitée dans le temps (articles L.7232-1-1 à L.7232-8 et articles R.7232-18 à R.7232-24 du code du travail).

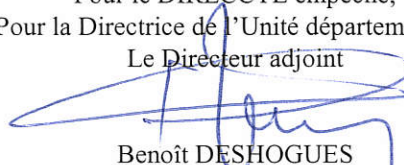
L'organisme déclaré doit produire annuellement un bilan quantitatif, qualitatif et financier de l'activité exercée, le tableau statistique annuel et les états trimestriels de l'année en cours, sous peine de retrait de la déclaration.

ARTICLE 7 : Le récépissé de déclaration de l'entreprise individuelle MILLET BRUNO en qualité d'organisme de services à la personne peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.

Fait à Hérouville Saint Clair, le 19 juillet 2016

Pour le Préfet du Calvados,
Pour le DIRECCTE empêché,
Pour la Directrice de l'Unité départementale,
Le Directeur adjoint



Benoît DESHOGUES

Voies et délais de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- gracieux auprès du signataire du présent arrêté,
- hiérarchique auprès du Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique - Direction générale des entreprises - MISAP - Bât Condorcet Télédéc 315 - 6 rue Louise Weiss 75 703 PARIS Cedex 13,
- contentieux auprès du tribunal administratif : 3 rue Arthur Leduc - BP 25086 - 14050 CAEN CEDEX 4



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CALVADOS

Direction
régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du
travail et de l'emploi

Pôle 3^E

Service Développement Economique

Affaire suivie par Sylvie DROUET

Téléphone : 02 31 47 75 32

ARRETE 2016-1

**Portant classement de l'Office de Tourisme
de Courseulles sur Mer**

LE PREFET DU CALVADOS
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code du tourisme et notamment ses articles L.133-10-1, D133-20 à D133-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des offices de tourisme

VU l'arrêté ministériel du 10 juin 2011 modifiant l'arrêté du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des offices de tourisme

VU la circulaire du 22 novembre 2011 relative à la réforme du classement des offices de tourisme

VU la délibération de la commune de Courseulles sur Mer du 30 juin 2016 sollicitant la demande de classement de l'office de tourisme

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature au Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

VU l'ensemble des pièces présentées à l'appui de la demande de classement

CONSIDERANT que le dossier de demande de classement est complet et répond aux critères de la catégorie sollicitée

ARRETE

Article 1^{er} – L'office de tourisme de Courseulles sur Mer est classé Office de tourisme de catégorie III

Article 2 – Le présent classement est valable pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs

Article 3 – La secrétaire générale de la préfecture du Calvados et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi sont chargés, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.

20 JUL. 2016

Fait à Caen, le
Pour le Préfet et par délégation

Jean-François DUTERTRE

PREFECTURE DU CALVADOS

**ARRÊTÉ N° 40 du 06/07/2016
PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CULTURES
MARINES**

**LE PREFET DU CALVADOS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code du domaine de l'Etat, notamment ses articles L. 30 et L. 33, R. 53 à R. 57 et R. 146 ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles R. 231-35 à R. 231-59 , R. 237-4 et R. 237-5, et son livre IX et ses articles L. 911-1 et suivants et R. 923-9 à R. 923-49 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article L. 146-6 ;
- VU la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ;
- VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 modifié fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination du préfet du Calvados – M. FISCUS (Laurent) ;
- VU l'arrêté du 6 juillet 2010 relatif aux demandes d'autorisation d'exploitation de cultures marines ;
- VU l'arrêté du 6 juillet 2010 portant approbation du cahier des charges type des autorisations d'exploitation de cultures marines sur le domaine public maritime ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er janvier 2016 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;
- VU l'arrêté préfectoral du 09 juin 2016 donnant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados à ses collaborateurs ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 80 du 13/09/2007 modifié portant schéma des structures ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 7 du 31/01/2008 modifié portant classement de salubrité ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 32 du 14/06/2016 portant autorisation d'exploitation de cultures marines ;
- VU la demande n° CN16/0026 en date du 14/06/2016 ;
- VU l'avis de la commission des cultures marines du 12/05/2016 ;

CONSIDERANT que l'opération relative à la réduction de surface au changement d'espèce contraint au niveau administratif à une modification du numéro cadastral des parcelles concernées ;

CONSIDERANT que sur l'arrêté préfectoral n° 32 du 14/06/2016, initialement délivré à monsieur Baptiste BOLOCH, un numéro de concession erroné a été attribué à l'ancienne concession cadastrée 01001227, le nouveau n° 01001228 étant déjà affecté à une autre concession conchylicole ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETE :

Article 1 : **M. BOLOCH Baptiste Albert** -n° d'administré : 20014826,
né(e) le 08/10/1985, demeurant 7 Lot le Quemus 14230 Osmanville,

est autorisé(e), par voie de Réduction (superficie / longueur), Changement d'espèce, à exploiter
les concessions désignées ci-dessous et situées sur le domaine public maritime dans le ressort de la
direction départementale des territoires et de la mer.

NUMÉRO	LOCALISATION	CARACTERISTIQUES	SURFACE OU LONGUEUR	EXPIRATION
01001329	GEFOSSE FONTENAY, BAIE DES VEYS	Huître Creuse - En Surélevé Terrain Découvrant (Elevage) DPM Littoral(balancem. Marée)	6,67 ares	09/12/2031
01012270	GEFOSSE FONTENAY, BAIE DES VEYS	Huître Creuse - En Surélevé Terrain Découvrant (Elevage) DPM Littoral(balancem. Marée)	13,33 ares	09/12/2031

Article 2 : les concessions désignées ci-dessus sont soumises :


- aux prescriptions générales rappelées dans le cahier des charges joint à la présente autorisation ;
- aux prescriptions particulières prévues dans les annexes ci-jointes.

Article 3 : le présent arrêté préfectoral annule et remplace l'arrêté préfectoral n°32 du 14/06/2016 délivré à
monsieur Baptiste BOLOCH.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires et de la mer du
Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à **CAEN**, le **06/07/2016**

Pour le Préfet et par délégation

Le directeur adjoint
Délégué à la mer et au littoral

Guillaume Barron

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

AVIS

La Commission nationale d'aménagement commercial,

- VU le code de commerce ;
- VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- VU la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;
- VU le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;
- VU le recours exercé par la société par actions simplifiée (SAS) « SAMAD », représentée par son avocat, Me Antony DUTOIT, le 1^{er} avril 2016, enregistré sous le n°2992T01,
dirigé contre l'avis de la commission départementale d'aménagement commercial du Calvados du 17 février 2016,
qui s'est prononcée en faveur du projet, porté par la société anonyme (SA) « L'IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES », d'extension, de 1 293 m², de la surface de vente d'un ensemble commercial, comprenant un supermarché « INTERMARCHÉ » de 2 200 m² et une galerie marchande de 4 boutiques totalisant 192 m², pour la porter à 3 685 m², par extension de 1 293 m² de la surface de vente du supermarché « INTERMARCHÉ », qui deviendra un hypermarché de 3 493 m², et d'extension d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile, qui passera de 2 à 3 pistes de ravitaillement et de 25 m² à 175 m² d'emprise au sol affectés au retrait des marchandises, à Vire-Normandie ;
- VU la demande de permis de construire n°014 762 15 R0034 déposée le 4 décembre 2015 en mairie de Vire-Normandie ;
- VU l'avis du ministre chargé de l'urbanisme en date du 22 juin 2016 ;
- VU l'avis du ministre chargé du commerce en date du 16 juin 2016 ;

Après avoir entendu :

M. Bernard ROZENFARB, secrétaire de la Commission nationale d'aménagement commercial, rapporteur ;

Me Antony DUTOIT, avocat de la requérante ;

M. Marc ANDREU SABATER, maire de Vire-Normandie, les époux PLE (Brigitte et François), exploitants du supermarché « INTERMARCHÉ », MM. Pierre MACÉ, développeur, pour la région ouest, du « Groupement des Mousquetaires », porteur de projet, Jean-Marie DENIEL, architecte, et Me Antoine CHEVALIER, avocat ;

Mme Sylvie DONNE, commissaire du gouvernement ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 23 juin 2016 ;

CONSIDERANT que le projet, qui s'imbrique dans celui, plus global, porté par la commune de Vire-Normandie, de « redéploiement » de la zone d'activités « Bischwiller / Maupas », est, à ce stade insuffisamment abouti ; qu'en effet, et par exemple, le dossier ne distingue pas assez ce qui relève du projet global, relatif à la zone d'activités, porté par la commune, avec un calendrier nécessairement plus étendu, de ce qui concerne les seuls ensemble commercial et « drive » exploités sous l'enseigne « INTERMARCHE » ;

CONSIDERANT que le projet, s'il résorbe deux friches commerciales et permet de remplacer un équipement commercial de 1985, ne s'accompagne pas d'un réel effort en termes de développement durable ; qu'en effet, et notamment, la réglementation thermique RT 2012 est respectée a minima, et sans recours aux énergies renouvelables ; que, autre exemple, les 314 places de stationnement sont entièrement de plain-pied, sans qu'aucune ne soit imperméabilisée, et alors qu'en application de la loi dite « ALUR » de mars 2014, le parc de stationnement ne devrait en compter qu'entre 115 et 190 ; qu'à ce jour, la commission n'est pas en mesure d'apprécier le potentiel foisonnement desdites places entre les commerces inclus au projet et deux futures moyennes surfaces que le pétitionnaire envisagerait d'implanter sur la partie sud du terrain d'assiette du projet ; qu'à ce stade, elle n'est pas davantage en mesure d'apprécier la potentielle mutualisation des places de stationnement du projet avec d'autres moyennes surfaces de la zone d'activité quand le « redéploiement » de la zone d'activités, projeté par la commune, aura été réalisé ;

CONSIDERANT que la desserte du site du projet par les transports en commun n'est pas satisfaisante, faute de fréquence suffisance ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi, ce projet ne répond pas aux critères énoncés à l'article L.752-6 du code de commerce ;

EN CONSEQUENCE :

- admet le recours susvisé ;

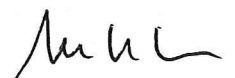
- émet un avis défavorable au projet, porté par la société anonyme (SA) « L'IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES », d'extension, de 1 293 m², de la surface de vente d'un ensemble commercial, comprenant un supermarché « INTERMARCHE » de 2 200 m² et une galerie marchande de 4 boutiques totalisant 192 m², pour la porter à 3 685 m², par extension de 1 293 m² de la surface de vente du supermarché « INTERMARCHE », qui deviendra un hypermarché de 3 493 m², et d'extension d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile, qui passera de 2 à 3 pistes de ravitaillement et de 25 m² à 175 m² d'emprise au sol affectés au retrait des marchandises, à Vire-Normandie (Calvados).

Votes favorables : 2

Votes défavorables : 4

Abstention : 0

Le Président de la Commission
nationale d'aménagement commercial



Michel VALDIGUIÉ